

SNUI SNADGI-CGT SGI-FO

HALTE A LA CASSE DU SERVICE PUBLIC FISCAL ET FONCIER

Nous subissons depuis des années dans le Tarn des suppressions d'emplois. Leur montant cumulé approche les 80 postes

17 postes ont disparu dans le Tarn de 2003 à 2005.

Au plan national 3400 emplois ont été supprimés aux impôts depuis 4 ans et 2000 à 3000 vont être supprimés en 2007 et 2008.

Dans le TARN, 5 postes vont être supprimés dans le cadre des suppressions nationales et 4 postes vont disparaître par le transfert du service des domaines au trésor public. Cette mesure va être entérinée par la direction aujourd'hui 16 janvier lors d'un comité paritaire.

Le centre de Mazamet, déjà très fragilisé subit une nouvelle suppression. Les 2 centres de Gaillac et Mazamet vont de plus subir des transferts de postes vers Albi et Castres.

Ces suppressions sont d'abord une catastrophe pour l'emploi. Au plan national des milliers de jeunes auraient pu trouver un emploi stable si les postes avaient été pourvus.

C'est aussi une catastrophe pour le service public. Les agents sont conduits à prioriser les tâches, abandonnant celles que l'administration estime non rentables.

Le travail humain est remplacé par des ordinateurs et cela nous conduit à des aberrations comme la relance amiable où l'informatique a relancé 800 000 personnes de manière automatique à tort dans plus de 70% des cas.

Un examen par des agents des impôts, comme cela se faisait jusque là aurait évité d'inquiéter à tort des centaines de milliers de personnes et aurait fait économiser des frais postaux considérables.

Les petits centres vont être réduits à moyen terme à des sortes de cellules d'accueil et le contribuable de Labastide- Rouairoux ou de Salvagnac devra se déplacer à Castres ou Albi dès que son problème sera un peu complexe.

Le service du Cadastre va être démantelé.

Déjà, en dessous d'un certain seuil, les communes ne peuvent plus pour leurs ventes ou acquisitions d'immeubles, bénéficier des services des domaines.

C'est le service public foncier et fiscal qui est visé par ces suppressions. Et pendant ce temps les cadeaux fiscaux aux plus aisés se poursuivent.

Si pour nous, agents des impôts, les suppressions d'emplois sont une dégradation de nos conditions de travail, pour la société, c'est plus de chômage, moins de justice fiscale, et un service aux usagers dégradé.

C'est pour refuser tout cela que les agents des impôts du Tarn sont dans l'action ce lundi 16 janvier 2006.

Pour défendre l'emploi et le service public.